



La Coopération des idées

REVUE D'ÉDUCATION SOCIALE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS

Directeur : G. DEHERME

SOMMAIRE :

- G. WYROUBOFF. *Sur l'Établissement d'une Dictature.*
 G. DEHERME *Réponse à M. G. Wyrouboff.*
 HENRI MAZEL. *Le Banditisme.*
 PAR TOUS *Revue des Opinions, des Faits et des Idées.*
 G. DEHERME. *Les Livres qui font penser.*
 LÉON BOLLACK *Sur la Langue internationale.*



Le Numéro : 0 fr. 25

PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

MARCEL RIVIÈRE

30, Rue Jacob, 30 — (6^e Arrond.)

Bibliothèque Maison de l'Orient



125732

LA

Coopération des Idées

Revue bi-mensuelle d'Education Sociale

ABONNEMENT : un an, France : 4 francs ; Etranger : 6 francs

*Adresser toutes les communications concernant
la Rédaction et l'Administration à*

M. DEHERME, Directeur, à LA SEYNE (Var)

A NOS ABONNÉS

— — — — —

Ceux de nos abonnés qui seront avertis que leur abonnement est **terminé** sont priés de nous faire parvenir leur renouvellement pour s'éviter les frais de recouvrement.

Ceux qui ne désirent pas continuer leur abonnement sont priés de **refuser** au facteur le numéro qui suivra l'avertissement.

L'UNION COOPÉRATIVE

est un journal bi-mensuel, édité par le Comité central de l'*Union Coopérative* des Sociétés françaises de Consommation. Il contient des articles, des études, des monographies, des renseignements, etc., sur la Coopération en France et à l'Etranger. — **L'Union Coopérative** doit être lue par tous ceux qui s'intéressent à la Coopération.

*Prix du numéro, 0 fr. 20 ; de l'abonnement annuel, 4 fr.
Etranger, 6 fr.*

Les abonnements sont reçus : 1, Rue Christine. — PARIS

LE COURRIER DE LA PRESSE

21, Boulevard Montmartre, — PARIS

Directeur : **A. GALLOIS**

Le Courrier de la Presse lit 6.000 journaux par jour



La Coopération des idées

Sur l'établissement d'une Dictature

MONSIEUR,

J'ai lu avec grand intérêt la polémique qui se poursuit dans *la Coopération des Idées* sur l'utilité d'une dictature. J'ai suivi avec attention cette brillante passe d'armes ; j'ai vu, avec un plaisir qu'un vieil escrimeur peut seul comprendre, les attaques, les parades et les ripostes toujours franches, souvent élégantes et j'ai constaté, sinon avec joie, du moins sans étonnement, que personne n'avait été touché et que la victoire appartient au même titre aux deux partis en présence.

Dans un tournoi à l'épée, un pareil résultat démontrerait clairement que les deux adversaires étaient de forces égales ; mais dans cette discussion philosophique, que peut-il signifier ? C'est ce point particulier que vous me permettrez d'examiner rapidement.

Un premier fait qui frappe le lecteur attentif, c'est que vous vous recommandez les uns et les autres d'Auguste Comte et que vous arrivez cependant à des résultats, en apparence du moins, absolument contradictoires. Cela tient à une particularité qu'il importe de mettre en lumière.

A. Comte a une double personnalité. Il est un penseur de tout premier ordre ayant non seulement systématisé d'une façon supérieure l'ensemble du savoir humain, mais encore démontré, avec une évidence lumineuse, qu'une nouvelle science — la sociologie — pouvait exister à côté des sciences déjà acquises. Il est aussi l'inventeur d'un système politique qui n'a avec la sociologie que des rapports purement artificiels et qui se place à côté de l'« Utopie », de l'« Icarie », du « Phalanstère » et de toutes les « formules » sociales que nous entendons prêcher avec plus de talent que de raison.

Je ne conteste nullement la grandeur de la conception politique de Comte, je reconnais volontiers qu'il a fallu un génie supérieur pour échafauder ce fragile édifice; mais il m'est impossible de ne pas constater qu'autant le philosophe est précis, logique, original, inattaquable, autant l'auteur du *Système de politique positive* est vague, incertain, routinier et discutable. Son livre est comme l'Évangile. Les sectes les plus diverses y trouvent les arguments qui leur conviennent.

Le système politique de Comte, débarrassé de toutes les considérations secondaires, se réduit à ceci : la France, puis l'Europe, puis le monde entier doivent être gouvernés par un pouvoir spirituel composé de l'aristocratie intellectuelle et d'un pouvoir temporel qui n'est là que pour assurer l'ordre et l'application des principes décrétés par le pouvoir spirituel. Il a même, à un moment donné, poussant jusqu'au bout son idée, proposé à Nicolas I^{er}, « autocrate de toutes les Russies », de partager avec lui le gouvernement de l'Europe. Je dis que cela n'est ni soutenable ni neuf.

Qu'est-ce que cette aristocratie de l'intelligence, sinon la plus bourgeoise, la plus absurde des conceptions sociales ? Je conçois à la rigueur l'aristocratie de la naissance, elle a des parchemins dont on peut contrôler l'authenticité et dont on peut compter les quartiers ; je conçois sans trop de difficulté une aristocratie de l'argent, elle a des caisses dont on peut faire l'inventaire. Mais l'intelligence ! qui donc la jugera ? et à supposer qu'on trouve un pareil aréopage, quelle méthode d'appréciation pourra-t-il employer ?

Comment savoir si X est plus intelligent que Z et comment reconnaître celui qui détient la vérité ? Est-ce que les hommes supérieurs, ceux qui ont fait progresser le savoir et la pensée, n'ont pas toujours été persécutés par le pouvoir spirituel de tous les temps ? Rappelez-vous Copernic, Galilée, Servet, Vésale, Condorcet, Lavoisier. Le pouvoir spirituel a été à toutes les époques et n'a jamais pu être qu'un pouvoir rétrograde, dont la seule préoccupation a été de retenir la marche en avant de l'esprit humain. Sous ce rapport, rien n'a changé et les bonzes d'aujourd'hui sont, au costume près, les dignes successeurs des bonzes de jadis. Mais l'idée de Comte a un autre grave défaut : elle n'est pas le résultat d'une conception scientifique, mais le produit d'une mentalité propre à sa génération, laquelle n'est à son tour que la conséquence directe de la mentalité antécédente contre laquelle Comte s'était élevé avec tant de force et tant de raison.

Comte était jacobin dans toute la force du terme et le jacobinisme n'est qu'une forme particulière du système monarchique, c'est un des côtés d'une même médaille. Entre Louis XIV et Robespierre pouvant dire l'un et l'autre : « l'État c'est moi », quelle différence

voyez-vous? Je sais bien que Comte et ses disciples n'aiment pas Robespierre et préfèrent Danton, mais c'est là une question de goût personnel; car si Danton eût vaincu Robespierre, il eût suivi exactement le même programme: imposer à la masse par la persuasion et au besoin par la force des idées qu'on croit justes. C'est ce programme qui a terriblement vieilli et qui ne correspond ni peu ni beaucoup aux nouvelles exigences de la vie sociale moderne, que vous voulez réaliser. L'axe du monde politique s'est déplacé, les données du problème ont changé du tout au tout, et l'équation à résoudre s'est singulièrement compliquée depuis le temps déjà lointain où Comte proposait son système. Ni vous, ni vos contradicteurs ne paraissez admettre ce changement pourtant si radical. — C'est là le second fait qui me frappe à la lecture de vos articles. Nous avons actuellement, à la base de notre ordre social, le suffrage universel. Ah! je me doute bien de ce que vous allez me répondre. Vous allez me dire que ce suffrage est illogique, absurde, nuisible et que vous bâtissez votre édifice dans l'hypothèse où il serait supprimé. Malheureusement, cette hypothèse est aussi peu vraisemblable que celle qui ferait repousser une jambe amputée. Dans le développement historique, il est des formes sociales qui ne peuvent plus reparaître que sous forme de phénomènes pathologiques, et des organes qui, une fois acquis, ne peuvent plus disparaître que dans des conditions où la société elle-même se désagrège. — Cela découle directement des théories sociologiques d'A. Comte.

Or la dictature est une de ces institutions devenues caduques, le suffrage universel est un de ces rouages devenus indispensables, et entre ces deux choses,

représentant deux étapes successives du développement social, aucune combinaison n'est possible. On ne greffe pas une branche nouvelle sur un tronc mort. Le problème politique actuel se trouve donc enfermé dans un dilemme très simple : ou dictature monarchique ou républicaine, peu importe, avec suppression du suffrage universel, ou suffrage universel avec abandon de toute velléité de dictature. En dehors de ce dilemme, on peut raisonner tant qu'on voudra, on ne peut construire aucun régime politique stable. Est-ce à dire que le régime actuel de la France soit satisfaisant ou même acceptable ? Je suis fort éloigné de le croire. Comme vous, je suis un adversaire déclaré du système parlementaire, et cela justement pour la raison qui me faisait formuler mon dilemme. Le parlementarisme est un mécanisme politique qui a été inventé pour mater la monarchie ou la dictature ; nous n'avons ni l'une ni l'autre et notre parlement est une machine qui tourne à vide, produisant un travail apparent, ne pouvant plus produire de travail utile. Sous la monarchie et la dictature, le parlement était une fiction qui luttait contre une réalité ; notre parlement est une vague réalité qui lutte tant bien que mal contre cette bizarre fiction à laquelle on a donné le titre pompeux de « peuple souverain ». Si la machine semble marcher encore, cela tient à la force acquise, aux traditions, aux préjugés, aux malentendus qui en matière sociale maintiennent parfois si longtemps les plus étranges aberrations, mais il est clair qu'elle devra s'arrêter et qu'il faudra chercher autre chose. Mais quoi ? C'est ici que le problème paraît inextricable.

Il s'agit en effet de supprimer toute dictature, d'écarter le parlementarisme tel qu'il existe, et de mettre

à la base de l'édifice le suffrage universel. La solution n'est pourtant pas bien difficile à trouver, et il n'est nul besoin de recourir à des théories bien transcendantes, à la condition de partir d'une tout autre mentalité que celle dans laquelle nous avons été élevés et de suivre Comte, non dans ses constructions politico-religieuses, mais dans son exposé de la méthode expérimentale.

Si l'on examine attentivement les politiques qui ont été pratiquées depuis les temps historiques jusqu'à nos jours, on s'aperçoit bien vite qu'il n'y en a eu que deux, et en y réfléchissant un peu, on reconnaît facilement qu'il ne saurait y en avoir d'autres. Je les appellerai volontiers la politique *qualitative* et la politique *quantitative*. Celle qui mène les masses comme un troupeau de moutons au nom d'idées supérieures et celle de la majorité qui empêche ces idées supérieures de ne profiter qu'à une infime minorité. La première a été la politique de la monarchie et du jacobinisme, la seconde sera la politique du suffrage universel. Mais, précisément, à cause de la différence radicale du point de départ et du principe fondamental de ces deux politiques, les mêmes organes ne peuvent servir à les réaliser toutes les deux. Aux idées nouvelles, il faut un mécanisme nouveau susceptible de les réaliser.

Il n'y a pas à inventer ce mécanisme ; il existe et nous n'avons plus qu'à étudier son fonctionnement. Il y a actuellement trois républiques fondées sur le suffrage universel ; ce sont, par ordre d'ancienneté : la Suisse, les États-Unis, la France. Les deux premières se distinguent à première vue de la troisième : *en même temps que le suffrage universel, elles ont le régime fédératif*. Le vote populaire ne s'y exerce que dans

un domaine restreint de questions concrètes, la politique y est réduite à sa plus simple expression, les assemblées délibérantes n'y agissent que dans les limites de leur compétence.

Là est le nœud de la question et le secret de tous les déboires, de toutes les évidentes insuffisances de l'organisation actuelle de la France. Cette organisation n'a de républicaine que l'étiquette ; elle est calquée sur la monarchie avec cette différence, qui n'est pas à son avantage, qu'au sommet de l'édifice se trouvent non plus des classes privilégiées, mais les masses irresponsables, flottantes, hétérogènes, incohérentes. Dès lors comment s'étonner qu'aucun équilibre ne puisse s'établir ?

Il y a incompatibilité absolue entre l'unité politique qui est une abstraction, un dogme purement métaphysique, car elle n'a jamais pu être réalisée en fait, et cette réalité brutale qu'est le vote populaire. Je disais tout à l'heure suffrage universel et suppression de toute dictature, ce qui était une solution négative ; j'ajoute maintenant suffrage universel et régime fédératif, ce qui est la solution positive. Tant que cette solution ne sera pas réalisée, la France se débattrà, politiquement parlant, dans ce chaos informe d'institutions contradictoires que vous critiquez avec juste raison.

Je sais bien que cette solution rencontre de graves objections que j'ai tant de fois entendu exprimer ! Détruire l'unité, mais c'est démembler la France, rendre impossible la défense nationale, réduire à l'impuissance son effort intellectuel, moral et économique, l'unité seule fait la force.

Ceux qui raisonnent ainsi oublient qu'en 1870 la petite Suisse, pour garantir sa neutralité, en moins de

quinze jours, mit à sa frontière une armée de 100.000 hommes admirablement approvisionnée, et que la France — en pleine dictature militaire — n'a pu mettre en trois semaines que 250.000 hommes manquant de tout ; ils oublient aussi que les États-Unis, après l'effroyable guerre de Sécession, autrement terrible que la guerre de 1870 et qui a paru les mettre à deux doigts de leur perte, se sont relevés financièrement et socialement avec une prodigieuse rapidité, alors que nous en sommes à compter tous les ans nos déficits et à nous demander comment nous pourrions les combler ; ils oublient enfin que le développement scientifique de la Suisse et des États-Unis tient précisément à la décentralisation, à l'existence de foyers intellectuels indépendants les uns des autres et situés en dehors de tous les centres d'activité politique.

Réduire un grand pays composé d'éléments très différents par leurs traditions, leurs mœurs, leurs conditions d'existence, à un même régime élaboré dans le cabinet de ce qu'on appelle un homme d'État, c'est paralyser sa force vive, c'est l'anémier, c'est le réduire au triste état qu'on constate et dont on se plaint aujourd'hui.

Non, la grande difficulté de la transformation n'est pas dans les arguments insoutenables que je viens de rappeler. Elle est tout entière dans la mentalité particulière de la classe qui détient ce qu'on est convenu d'appeler le pouvoir, terme bien impropre, car il se réduit à la possibilité de distribuer des emplois et des honneurs.

Cette classe ne raisonne plus, n'observe plus, elle applique des formules faites depuis longtemps et ne songe qu'à une seule chose : louvoyer au milieu des écueils dont le nombre augmente sans cesse et con-

server sa place. Comme la doctrine qu'elle porte dans les plis de son drapeau, cette classe doit disparaître un jour plus ou moins prochain, violemment ou pacifiquement, de même que la noblesse avec sa morgue et ses privilèges a disparu en 1789.

Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, la logique irrésistible des choses sera plus forte que la volonté des hommes; elle imposera tôt ou tard cette conséquence inévitable du suffrage universel : la décentralisation, le régime fédératif auxquels la masse est beaucoup plus préparée que ceux qui nous gouvernent. Pour ma part, si vieux que je sois, j'ai pleine confiance en l'avenir.

G. WYROUBOFF.

RÉPONSE A M. G. WYROUBOFF

Je ne défendrai pas Auguste Comte auprès de l'ancien rédacteur de la revue *la Philosophie positive*, du collaborateur de Littré et du successeur de Pierre Laffitte à la chaire d'histoire générale des sciences du Collège de France. A. Comte se défend lui-même par son œuvre.

S'il est le philosophe génial que reconnaît M. Wyrouboff, il ne saurait être le médiocre sociologue qu'on laisse entendre, car toute sa philosophie aboutit à sa sociologie.

Sans doute, il s'est trompé plus souvent en sociologie, où presque tout était à créer, qu'en philosophie. Néanmoins, l'œuvre de la politique positive est beaucoup plus féconde que celle de la philosophie posi-

tive. Les vérités de celle-ci servent moins l'humanité que les erreurs de celle-là.

M. Wyrouboff nous dit que les sectes les plus diverses trouvent des arguments dans les quatre volumes touffus du *Système de politique positive*. Qu'est-ce à dire ? Ce ne sont pas des arguments pour de chétives idéologies de rhéteurs que nous avons à puiser dans cette œuvre puissante; mais des principes directeurs, propulseurs et régulateurs. Il n'est pas un principe que nous n'ayons à retenir et à appliquer; il n'est pas une des lois découvertes et formulées par Comte que l'expérience ne confirme. Après cela, on peut passer sur la monnaie sphérique.

M. Wyrouboff nous parle de l'aristocratie de l'intelligence que prétendait instaurer le positivisme. Cet intellectualisme contestable se dégage plutôt du *Cours de philosophie positive*. M. Wyrouboff n'ignore point qu'après avoir subi la pure et bienfaisante influence de Clotilde de Vaux, qu'il immortalisa en lui dédiant son œuvre capitale, Comte a rendu au sentiment, convenablement réglé, la prééminence qu'il doit avoir. Loin de susciter une prétentieuse aristocratie intellectuelle, le positivisme nous enseigne que l'esprit ne doit être que le ministre du cœur.

M. Wyrouboff, que l'anarchie intellectuelle et morale présente, la tyrannie de la presse et de la démagogie plus ou moins électorale ne paraissent pas émouvoir, s'élève contre l'institution d'un pouvoir spirituel.

Ce qu'il en dit peut être repris contre le pouvoir temporel. Les institutions humaines ne sont jamais parfaites. L'autorité a toujours provoqué des abus; mais c'est une condition de vie sociale.

Il y a eu, parfois, des savants et des penseurs per-

sécutés par le pouvoir spirituel. Soit. Mais on oublie tout le génie que ce pouvoir, par ailleurs, a fait surgir et a exalté, — et celui-là même qu'il persécutait. On oublie aussi que ces persécutions eurent souvent leur raison d'être, pour défendre la vérité traditionnelle qui était le pain des foules ou ménager les transitions nécessaires. M. Wyrouboff définit ainsi le jacobinisme : « Imposer par la persuasion et au besoin par la force des idées qu'on croit justes ». Je ne le chicanerai pas là-dessus, encore que nous sachions bien que nos jacobins actuels se soucient fort peu des idées. Ils se contentent des mots sous lesquels ils recherchent des profits. C'est pourquoi la franc-maçonnerie, par exemple, qui est aujourd'hui la grande puissance jacobine, se compose de conservateurs très bourgeois jusqu'à des anarchistes très dynamitards.

Mais pour traiter A. Comte de jacobin, M. Wyrouboff tient à sa définition. Eh bien ! même ainsi, le positivisme n'a rien de jacobin. Il ne veut nullement s'imposer, puisque, au contraire de tous les partis et de toutes les doctrines, il réclame la suppression de tout budget théorique, afin que, dans la période de transition, la concurrence des doctrines soit assurée par la liberté spirituelle. A l'état organique, il constitue un pouvoir spirituel qui s'appuie sur le sentiment féminin et l'énergie prolétarienne pour organiser l'opinion publique et enseigner, conseiller, juger et régler ; mais ce pouvoir, ne l'oublions pas, ne dispose d'aucune puissance temporelle, il est humble et pauvre, — comme le moine qui faisait s'incliner l'orgueil des empereurs ; il n'agit, en somme, qu'à la façon d'un corps sanitaire de savants spécialistes qui élaborent des prescriptions hygiéniques, en s'ins-

pirant toujours d'un sage et conciliant relativisme. C'est ce qui le distingue des anciens pouvoirs spirituels, dont la plupart s'appuyaient sur le pouvoir temporel quand ils ne l'absorbaient point et qui s'inspiraient tous de l'absolutisme théologique.

Au soi-disant jacobinisme de Comte, M. Wyrouboff oppose son fédéralisme. Mais Comte aussi était fédéraliste, qui prévoyait 17 intendances ou républiques provinciales, en indiquant que Paris, la métropole occidentale, devra « diminuer sa domination matérielle sur les provinces françaises, maintenant opprimées par un excès de centralisation ». Nous sommes donc fédéralistes, comme M. Wyrouboff, et même mieux que lui, puisque nous reconnaissons, comme je l'ai déjà dit dans ma réponse à Edmond Thiaudière, la condition de tout fédéralisme organique durable : une monocratie.

Sur le parlementarisme, nous sommes d'accord. C'est, d'ailleurs, la question qui, actuellement, divise le moins les Français.

« Le problème politique actuel, nous dit notre éminent correspondant, se trouve donc enfermé dans un dilemme très simple : ou dictature monarchique ou républicaine, peu importe, ou suffrage universel avec abandon de toute velléité de dictature. En dehors de ce dilemme, on peut raisonner tant qu'on voudra, on ne peut construire aucun régime politique stable. »

Ainsi, M. Wyrouboff est contre le parlementarisme, mais pour le suffrage universel.

Je ne lui remontrerais pas combien le choix des supérieurs par les inférieurs est absurde. Il le sait. Il ne se prononce pour la politique quantitative, comme il dit, que par une sorte de superstition fataliste. Pour

lui, tout changement est un progrès, et le progrès est fatal, on ne le remonte pas. Mais comment ne voit-il point que cela vaut pour le parlementarisme, — et pour toutes les maladies ?

Pour le positivisme, le vrai progrès n'est que le développement de l'ordre. Il ne rejette donc pas les réactions organiques nécessaires.

M. Wyrouboff nous cite l'exemple de la Suisse et des États-Unis. La grande France ne peut être la petite Suisse neutre. Quant aux États-Unis, il n'y a plus que M. Wyrouboff pour ignorer jusqu'à quel point le système de corruption démocratique et d'exploitation ploutocratique y est poussé. D'ailleurs, M. Roosevelt, en désignant lui-même pour son successeur M. Taft, a marqué une réaction intéressante contre la superstition du suffrage universel, et dans le sens même de la transmission sociocratique que préconise le positivisme.

M. Wyrouboff veut ce qui est incompatible : le suffrage universel, qui est l'anarchie dissolvante, et la fédération, qui est l'ordre organique. Substituer à la lutte politique électorale des partis celle des régions, c'est aller inéluctablement au séparatisme, au démembrement de la France.

G. DEHERME.

Le Banditisme

Banditisme, c'est le nom aussi énergique que justifié qu'un sociologue russe bien connu, M. Novicow (1),

(1) *Le Problème de la misère*, 1 vol. in-8°, Alcan, 1908.

inflige à ceux qui trouvent plus simple, pour vivre, de prendre l'argent dans la poche de leur voisin que dans la leur. Mais, et c'est en ceci que la sociologie intervient dans l'affaire, la catégorie banditique ne comprend pas seulement les apaches et les détours-seurs de grand chemin. Voilà de graves messieurs en redingote, dûment sacrés par le suffrage universel, qui, par d'habiles jeux de tarifs, réservent un fructueux monopole à des raffineurs, ou à des armateurs, ou à des filateurs : banditisme ! Et voilà d'autres messieurs « leur ressemblant comme des frères » qui, par de vigoureux remaniements de taxe, tondent les contribuables à grosse laine, aux bêlements enthousiastes des moutons maigres : banditisme encore ! Et voilà d'autres personnages, armés jusqu'aux dents, qui partent « ivres d'un rêve héroïque et brutal », soit pour piller le Palais d'Été de l'empereur de Chine, soit pour imposer à leurs ennemis une contribution de guerre de 5 milliards : banditisme toujours ! Or, continue M. Novicow, ces brigands sont aussi des sots ! S'ils s'enrichissaient réellement on les comprendrait ! Mais non, leur façon d'agir aboutit forcément à un gaspillage de richesses, et comme les dites richesses ne sont déjà pas en quantité suffisante sur la surface du globe, voilà une cause de dépérissement et d'appauvrissement qui finira par se faire sentir même aux bandits les plus gorgés de dépouilles !

En gros, cette thèse est exacte. Le bien-être matériel ne vient que de l'abondance des produits, laquelle est en raison directe de la sécurité de l'état social. Le temps employé par les uns pour voler, par les autres pour se défendre contre les voleurs est du temps perdu pour la production, et quant aux efforts déployés par certains pour obtenir une soi-disant meilleure répar-

tion des richesses (ce qui revient à déshabiller saint Pierre pour habiller saint Paul, donc à voler le premier), ils ne peuvent que produire un arrêt dans le mouvement de la production. Il est donc certain que toute spoliation, brutale ou hypocrite, tend à la pauvreté générale. Et ceci est la condamnation du socialisme. Alors que les richesses sont en quantité insuffisante, et qu'il faudrait que chacun de nous en accroisse le stock par son travail, le socialisme souffle à l'oreille : « Comme s'il ne serait pas plus facile de prendre ce que le riche a de trop » ! Eh bien non ! moralité à part, ce ne serait pas plus simple, puisque du coup la production baisserait pour tout le monde, et que presque instantanément les spoliateurs eux-mêmes s'en ressentiraient. Tout ce que dit, sur ce point, M. Novicow est inattaquable, et l'on ne peut former qu'un souhait, c'est que beaucoup de ces braves gens qui, par snobisme, ou ignorance, ou fanfaronnade, se disent socialistes, lisent son livre et y apprennent, avec des sourcils circonflexes, qu'en cela, ils ne sont que des jobards.

Ce n'est donc que sur des points voisins que je chercherai chicane à notre verveux sociologue. L'un des plus importants est que sa démonstration, quelque irréfutable qu'elle soit, ne sera que bien peu efficace. Le bien général ne pèse pas lourd dans la balance quand le bien particulier est en jeu. Quand a-t-on jamais vu un monopoleur abdiquer son monopole ? *A fortiori* pour les prolétaires. Même si les socialistes se rendaient compte que le succès de leur parti serait le ralentissement du travail, et par suite l'appauvrissement de la collectivité, ils n'en resteraient pas moins socialistes à tous crins, hypnotisés par le partage des premières dépouilles. Après nous le déluge !

diraient-ils, tout comme des souverains d'ancien régime. Donc on peut être sûr que, même s'il n'y avait plus de pédants et obscurs théoriciens férus de se gargariser avec le sur-travail, l'heure-étalon et le vampirisme, il resterait toujours de solides tape-dur décidés, au nom de Karl Marx ou au nom de Kropotkine peu importe, à casser les reins aux riches et les serrures à leurs coffres-forts.

Je verrai donc le salut ailleurs que dans les raisons démonstratives. Il servirait de peu, pour diminuer le nombre des crimes, de prouver aux apaches d'une façon aussi convaincante que possible, d'après les statistiques, qu'en moyenne les assassinats ne rapportent que quelques francs ou même quelques sous à leurs auteurs, ce qui est bien peu pour exposer sa propre tête. Certaines mesures de police seraient plus efficaces. De même, ce qui arrêterait les spoliateurs sociaux de tout poil, ce serait de les prévenir d'abord et de les réprimer ensuite. Or ceci n'est pas impossible, et par des moyens relativement aisés.

Le suffrage universel, ici, est susceptible de rendre de grands services. Le nombre des consommateurs étant fortement supérieur à celui des producteurs, et plus encore à la faction des petits producteurs médiocres qui sont inclinés au parasitisme, il suffirait de porter toutes les questions de droits de douanes devant le referendum pour obtenir les réponses les plus favorables au libre échange. Prenons le blé qui de tous les produits est celui qui fait vivre le plus de travailleurs. Si on posait au corps électoral : Voulez-vous payer le pain deux ou trois sous de moins ? la majorité des *oui* serait écrasante, quelque provisoirement fâcheux en dût être le sort des propriétaires vendeurs de grains. Et ce qui est dit du blé, serait à

dire de tous les articles protégés par des droits artificiels ; nulle part l'intérêt des parasites de la production ne pourra tenir contre la légitime voracité de la consommation. Il n'y aura plus qu'à établir quelques freins, dont M. Novicow fait peut-être trop bon marché (mesures transitoires et conventions diplomatiques), pour arriver à réaliser assez vite un état de liberté, d'abondance, de bon marché et de franchise réciproque tout à fait favorable à l'intérêt général.

Quant au parasitisme socialiste, il est le fait de l'esprit de parti politique ; c'est parce que les députés sont les hommes-liges de catégories sociales faméliques et avides de jouir du bien d'autrui, et parce que les chefs du gouvernement sont à la merci de ces députés, que la richesse générale est mise en coupe réglée. Or tout mal politique a heureusement son remède. Si les députés étaient élus au scrutin de liste avec représentation proportionnelle des minorités, ils seraient moins inféodés aux comités électoraux qui régissent les scrutins dont ils sortent ; et si les cabinets ministériels étaient, comme aux États-Unis et dans toutes les républiques du monde, indépendants des Chambres, s'ils étaient, par exemple, nommés pour une période fixe (aussi brève qu'on voudrait d'ailleurs), les gouvernements ne seraient pas amenés à se jeter à plat ventre devant le moindre porte-bulletin de non-confiance, ce qui leur permettrait de mettre un frein à la fureur des quêteurs de sportules.

A ces moyens préventifs on pourrait ajouter quelques moyens répressifs. Une loi de spoliation, pour être loi, n'en est pas moins de spoliation. Or, dans un État un tant soit peu civilisé, de pareils actes législatifs devraient être cassés, comme aujourd'hui sont cassés, quand ils sont contraires aux lois, les actes du pou-

voir exécutif. La *Déclaration des droits de l'homme* contient dans ses dix-sept articles de quoi s'opposer à toutes les iniquités légales ; il n'y aurait donc qu'à lui reconnaître autorité constitutionnelle et à organiser un haut tribunal d'équité (que j'ai proposé, ailleurs, d'appeler *Tribunal des Principes de 1789*) et qui aurait droit de suspendre l'application de toutes les lois, fussent-elles les plus régulières du monde, allant contre les principes intangibles de nos sociétés contemporaines.

La question du banditisme n'en reste pas moins délicate, plus délicate peut-être que le croit M. Novicow. Si on poussait la logique à l'extrême, on traiterait de parasites et de spoliateurs les pauvres diables soignés gratuitement dans les hôpitaux. Or M. Novicow ne va pas jusque-là. Il semble même admettre le principe des pensions ouvrières. Soit, mais alors où commencera le parasitisme ? De même pour la guerre qu'il considère, avec raison en principe, comme un fléau ; il admet que c'est un grand bien pour le monde que les Amériques et les Australasies soient exploitées par des Européens au lieu d'être parcourues par quelques hordes de sauvages ; mais c'est donc que les premières guerres de ces Blancs contre ces Rouges ou ces Noirs ont été approuvables ; or, la pente est glissante, car si un peuple civilisé mais craintif veut se fermer à l'étranger, comme les pays d'Extrême-Orient naguère, et même comme aujourd'hui la plupart des pays européens qui se cuirassent de droits protecteurs, n'aurait-on pas le droit de briser ces cuirasses à coups de canon ?

En pareille matière, le mieux étant l'ennemi du bien, et les thèses absolues révélant presque toujours d'inattendues chausse-trappes, il vaut mieux ne pas

parler de banditisme. D'autant que la guerre, si laide du côté de l'agresseur brutal et cupide, est fort belle, M. Novicow ne le niera pas, du point de vue du faible qui défend héroïquement sa liberté, et que le socialisme, si répugnant de la part de politiciens ou de fainéants envieux, a bien droit à quelque indulgence quand il émane de personnes émues par le spectacle de la misère, et persuadées, fût-ce à tort, qu'elles accroîtront par ce moyen le bonheur général. Tout en se servant des termes les plus durs pour les exploitations éhontées de la sottise électorale ou pour les confiscations brutales de certaines guerres, il vaut mieux s'en abstenir dans les cas douteux, et combattre la violence non pas avec des injures de moraliste, mais avec des raisons et des procédés d'homme d'État.

Voilà la guerre, par exemple. On peut être sûr que ce n'est pas l'accusation de banditisme qui en détournera un État, quand elle se présentera richement fructueuse, qu'elle soit alors facile comme la guerre avec l'Espagne pour les États-Unis, ou la guerre avec Arabi-pacha pour l'Angleterre, ou pénible comme la guerre de France pour la Prusse ou la guerre de Mandchourie pour le Japon. Et par fructueuse je ne fais pas seulement allusion au butin brutal, mais à l'accroissement de force morale qui peut résulter de la victoire et qui fait que l'Allemagne ou le Japon joue, après une victoire, un rôle de production industrielle autrement fort qu'auparavant. Le vrai moyen de rendre la guerre rare, c'est de lui ôter ses avantages (et on y arrive par l'occupation progressive de tout l'univers, par le redressement des grandes iniquités historiques et par les conventions de peuples se garantissant mutuellement leurs frontières) tout en augmentant ses difficultés (ce qu'on obtient par les armements, prime

d'assurance onéreuse mais efficace). Ceci réhabilite, contre M. Novicow, la diplomatie, la colonisation et le militarisme.

Quant au socialisme, du moment qu'il existe et sévit, le meilleur moyen pour diminuer sa nuisance, peut-être serait-ce de le diluer en l'universalisant. Les retraites ouvrières, allouées non pas comme aujourd'hui à quelques privilégiés, les marins, les mineurs, mais à tous les travailleurs sans distinction, se trouveraient réduites à un taux si faible que personne ne serait détourné du travail ; le parasitisme serait ainsi paralysé. Ceci n'empêcherait pas d'ailleurs de prévenir la fâcheuse doctrine en améliorant les conditions sociales qui provoquent sa naissance. Si l'on voulait sérieusement s'adonner à cette besogne, on obtiendrait de beaux résultats. En relâchant les liens du pouvoir central, en supprimant tout ce qui arrête les entreprises privées, en renonçant à tous les monopoles d'État, en dépolitiquant les services de postes, de télégraphes, d'instruction publique, en revisant le tarif général des douanes et le système des primes, en rayant tout ce qui, sous figure de subvention et de secours, ressuscite les sportules, en faisant bien d'autres choses encore, on habituerait le public à l'initiative, on le détournerait de la voie d'inertie et de veule obéissance, on le pousserait au travail, on lui inculquerait le goût de la liberté. Les Américains ont un excellent proverbe : « Il y a quelque chose de meilleur qu'un bon gouvernement, c'est un self-gouvernement. » Si le livre de M. Novicow (1) pouvait en

(1) Tout en admettant avec l'auteur que le socialisme, la révolution et la guerre ne peuvent en principe qu'empirer le sort général de l'humanité, je tiens à résumer mes réserves : 1° Étant donné le problème des retraites ouvrières, qui est le grand che-

convaincre quelques esprits de plus, comme il faudrait lui en être reconnaissant !

HENRI MAZEL.

Revue des Opinions, des Faits et des Idées

PROUDHON CONTRE LE SUFFRAGE UNIVERSEL

La Grande Revue publie les « Carnets de Proudhon ». C'est aussi intéressant et vivant que sa « Correspondance ».

Nous relevons quelques réflexions sur le système électif :

— « Les mauvais temps sont, en général, ceux où l'influence des masses gouverne. »

— « Le 2 décembre, est mort le dernier des dieux, le Peuple aussi; si nous reprenons notre tradition de 48, 49, 50, c'est pour mieux marquer notre vraie

val de bataille du socialisme, il y a des moyens de le solutionner qui, comme en Belgique, ne semblent pas décourager le travailleur, au contraire; 2° Certaines révolutions (par exemple les confiscations et morcellements de *latifundia*) ont eu un heureux contre-coup sur la productivité générale; 3° Il y a eu des guerres qui, par le coup de fouet qu'elles ont donné à l'orgueil national du vainqueur, à sa foi dans l'avenir, à sa confiance dans la récompense de ses efforts, ont provoqué la production de plus de richesse qu'elles n'en avaient détruites; cela s'est vu pour l'Allemagne, l'Italie, le Japon, etc. Enfin, 4° d'une manière générale, la productivité est fille de l'invention scientifique plus encore que du travail et de l'alliance du travail et du capital; en sorte qu'on pourrait admettre un État ensorcelé par les idées socialistes et qui pourtant, en dépit du ralentissement général, verrait, grâce à ses savants, sa productivité s'accroître. Mais, déjà, il faudrait faire ici des contre-réserves! La science sociale a des dessous multiples...

doctrine : nous n'avons jamais *adoré* le Peuple, nous l'avons *cultivé*. Pas de culte, une culture. Culture éternelle, par conséquent incapacité éternelle. »

— « Ah ! notre tâche est difficile ! Nous soutenons le principe de l'émancipation universelle, et nous sommes forcés de repousser l'intervention de la masse à émanciper, ce qui semble une contradiction. Nous parlons au nom d'un principe qui est le Droit, tout le Droit, la liberté humaine : principe qui place ses délégués, si peu nombreux qu'ils soient, toujours au-dessus des masses esclaves et inorganisées... Car la liberté est imprescriptible, et devant la plèbe comme devant le tyran, elle est souveraine, elle commande !... Une si grande chute en expiation d'une si petite faute ! La liberté nationale et individuelle parce qu'il a plu à MM. Louis Napoléon, Louis Blanc, d'ériger en article de foi la souveraineté directe de la multitude et le suffrage universel !... »

Au lendemain de la proclamation de l'Empire, Proudhon note encore :

— « La première bonne œuvre de Louis Napoléon, c'est d'en avoir fini avec le *suffrage universel*, en se faisant nommer Empereur *héréditaire* !... »

QUARTIERS ET LOGEMENTS INSALUBRES

A propos de la campagne hygiénique en faveur des espaces libres à Paris, qui n'a d'ailleurs aucune chance d'aboutir sous un régime électoral, le Musée social publie d'intéressants documents.

A Paris, 5.200 maisons, contenant 400.000 locataires, sont connues pour être des foyers de tuberculose. Elles fournissent 30 p. 100 des décès par la

tuberculose, qui se chiffrent annuellement par 14.000, dont 2.000 enfants de moins de deux ans.

« La mortalité par tuberculose dans la ville de Paris est en moyenne de 50 p. 10.000, nous dit le docteur Landouzy ; eh bien, il est des quartiers (les Épinettes, Plaisance, Grenelle, Javel), où la mortalité par tuberculose est de 104 p. 10.000, tandis que dans les quartiers fortunés, dans le quartier de la Madeleine, par exemple, la mortalité par tuberculose est de 20 p. 10.000, et quand on avance dans des espaces plus libres encore, vers les Champs-Élysées, la mortalité par tuberculose tombe à 11 p. 10.000. — 11 p. 10.000, 104 de l'autre, est-ce que la démonstration n'est pas absolument saisissante ? »

La démonstration n'est peut-être pas aussi saisissante que l'imagine le professeur Landouzy. Il y a d'autres facteurs en jeu : l'alimentation malsaine et insuffisante, l'alcoolisme, la promiscuité, les métiers malsains, etc...

Il y a aussi des classes insalubres.

LA FAILLITE DE L'INSTRUCTION OBLIGATOIRE

D'après M. Ferdinand Buisson lui-même, qui fut l'un des plus énergiques metteurs en œuvre de l'instruction obligatoire, le nombre des illettrés augmente chaque année. En 1907, sur 300.000 jeunes conscrits, il faut en compter plus de *vingt mille* « incapables à vingt ans d'écrire leur nom et étrangers à la culture primaire la plus élémentaire après vingt-cinq ans d'instruction obligatoire ».

C'est que l'instruction obligatoire, même laïque, est une des nombreuses idées creuses du jacobinisme.

La vie sociale ne s'alimente pas d'idées creuses.

A ce sujet, citons un curieux passage du livre de M. Georges Sorel, dont il sera rendu compte ici, *les Illusions du Progrès* :

« La démocratie contemporaine a conçu l'instruction primaire comme un moyen d'enseigner un catéchisme laïque, patriotique et bourgeois ; elle a pensé qu'elle pourrait rendre ainsi les masses plus facilement accessibles à toutes les balivernes que leur débitent les politiciens ; elle a réussi déjà à développer très convenablement la niaiserie crédule et servile. Nos pères, qui n'avaient pas notre expérience, ne pouvaient distinguer entre les choses que le *catéchisme* laïque réussit à enseigner et celles qu'il ne peut pas atteindre ; ils ne savaient pas qu'il n'a d'efficacité un peu certaine que pour faciliter la domination des charlatans. »

PAR TOUS.

Les Livres qui font penser

La Dynamis et les trois âmes, par J.-PAUL MILLIET, 3 fr. 50 (Sansot, éd., 7, rue de l'Éperon). — L'auteur est un artiste peintre de talent que la psychologie, la philosophie, la sociologie passionnent. Il fréquente à la Sorbonne plus assidûment qu'un étudiant, il lit comme un bénédictin, — et de ce qu'il a retenu, de ce qui lui a été ainsi suggéré, il a fait ce livre.

Certes, il manque de composition : il y a un peu de tout dans cet « essai de psychologie néo-aristotélicienne », il y a un peu trop de tout. Or nous avons, à l'heure présente, bien plus besoin de coordonner nos idées essentielles les plus sûres que de les embrouiller encore par des acquisitions inutiles. Ce n'est peut-être pas sans signification que,

dans ce livre, où tant d'auteurs sont cités, souvent d'une autorité médiocre, Auguste Comte ait été omis.

C'est pourtant, il me semble, le positivisme qui manque à la culture si étendue de M. Paul Milliet.

Sans doute, il est intéressant de croire savoir que la matière est un phénomène électrique et que l'électron est un atome d'électricité; mais c'est à laisser aux savants. La psychologie, la philosophie et la sociologie n'ont rien à en tirer. « Force vitale », aime à dire M. Milliet, — c'est la cause qui s'ignore et qui s'ignorera toujours.

Ce livre n'en est pas moins des plus instructifs.

Échos et reflets, par WILFRED MONOD, 3 fr. 50 (Fischbacher, éd., 33, rue de Seine). — L'auteur — il veut être surtout un témoin — a vu des misères et des souffrances. Il s'est ému. Pasteur protestant, il va plus loin que l'Évangile et la charité, il va jusqu'au socialisme.

« Les « œuvres de bienfaisance », en définitive, dit-il, sont décourageantes, parce qu'elles ne s'occupent que des déchets; elles apportent des béquilles et des emplâtres à l'être humain usé, flétri. Et cependant, la mode est aux « bonnes œuvres », aux « œuvres de charité », on se désintéresse des associations de prévoyance, des patronages scolaires, des écoles du soir et autres institutions modernes, qui parlent peu à l'imagination, mais qui pourraient prévenir beaucoup de ces maux qu'on s'efforce, en vain, d'adoucir, plus tard, quand la plaie saigne. Notre bienfaisance vit de rapiècements et de réparations; il faut qu'elle fasse du neuf! Il faut que le jour vienne où la bourgeoisie aura sa nuit du 4 août; de même que les nobles renoncèrent à leurs privilèges, de même les rentiers, dans un sublime élan, devront sacrifier leurs richesses et entreprendre sérieusement une tâche dont ils s'acquittent en jouant. D'ailleurs, « le seul moyen de prévenir les révolutions, c'est de les faire »; et la révolution sociale n'est pas un vain mot. »

Évidemment, ce sont là d'excellents sentiments à opposer au dur égoïsme bourgeois; mais ils manquent de corps. Et l'égoïsme bourgeois a de quoi répondre. Dans la voie que nous indique M. W. Monod après Tolstoï, on va où ont été les Doukhobors, à la folie et à la mort par la faim;

on va où vont les moujiks, à la révolte meurtrière ou à l'abrutissement mystique. Un Russe libéral, le prince Kotchoubey, vient de dénoncer véhémentement le grand faux prophète de Yasnaïa-Poliana : « Faux prophète, parce qu'il enseigne un idéal d'amour qui ne saurait engendrer que la haine. »

Le socialisme, même évangélique, est aussi un idéal d'amour qui ne peut engendrer que la haine, — et donc le désordre.

Or, les maux dont s'afflige M. Monod sont les conséquences de l'anarchie morale comme de l'anarchie sociale. Ce n'est donc pas en aggravant celles-ci qu'on guérira ceux-là.

Préjugés d'autrefois et carrières d'aujourd'hui, par GASTON VALRAN, 3 fr. 50 (H. Didier, éd., 6, rue de la Sorbonne). — M. Gaston Valran appartient au groupe d'universitaires qui, avec M. Paul Crouzet, ont fondé la « Bibliothèque des parents et des maîtres ». C'est donc qu'ils jugent que l'Université est insuffisante, à tout le moins pour l'œuvre d'éducation.

« L'Université, dit M. G. Valran, n'a pas pour but de préparer des bacheliers, des brevetés, des certifiés, elle prononce des sanctions, elle délivre des titres ; elle a une ambition plus haute, une compréhension plus large, un sens plus concret et un idéal plus élevé de sa fonction ; elle élève des Français, elle les prépare pour une démocratie où toutes les activités devront se manifester, s'exercer dans la direction de l'évolution contemporaine. Elle a plus spécialement pour objet la *culture générale* ; elle a constamment en vue la *pédagogie technique*, c'est-à-dire la préparation aux carrières. »

C'est là, sans doute, l'idéal de M. G. Valran et des universitaires intelligents qui publient la « Bibliothèque des parents et des maîtres », ce n'est pas, ils le savent bien, la réalité présente de l'Université. Celle-ci ne vit, précisément, malgré son monopole, que de préparer des bacheliers, des brevetés et des certifiés, comme le gouvernement parlementaire ne vit qu'en pourvoyant de ronds-de-cuir, ces bacheliers, ces brevetés et ces certifiés.

Pour changer cela et faire les hommes actifs et entrepre-

nants, propres aux carrières d'aujourd'hui, que souhaite M. Valran, il faut mieux que des conseils et des programmes, — je veux dire une réorganisation et une régénération, qui ne se peuvent faire que par la liberté spirituelle, la suppression de tout budget théorique, et donc contre l'Université.

Puisque M. Valran, pour l'œuvre d'éducation nationale qu'il nous propose, attend beaucoup de la coopération des parents et des maîtres, il reconnaît par là qu'il faut que les parents comme les maîtres aient conscience de leurs devoirs et, surtout, que la famille soit forte et unie. Or, la notion des devoirs s'obscurcit et la famille se dissout de plus en plus.

Le livre de M. G. Valran n'en sera pas moins utile. Il fait appel à l'effort de chacun, à l'énergie, à l'initiative. Il nous montre ce qui a été tenté en Suisse, en Allemagne et en France pour la préparation aux carrières et l'enseignement technique.

Le Modernisme et l'Infaillibilité, par ALBERT JOUNET (Nourry, éd., 14, rue Notre-Dame-de-Lorette). — Non sans candeur, M. Albert Jounet en veut au pape de ne pas ouvrir l'Église au protestantisme et au spiritisme. Mais il a beau mettre toute la vigueur d'un polémiste et le style d'un poète dans ses objurgations, le Saint-Siège ne paraît pas s'en émouvoir.

Ce n'est pas que la personnalité vibrante et sincère de M. Jounet soit négligeable, c'est qu'elle est trop nettement hors de l'Église. Elle n'est même pas moderniste. M. Jounet ne tend pas à élargir les cadres du catholicisme, mais à les briser. C'est, d'ailleurs, dans sa nature de mystique de ne supporter aucun cadre ni aucune règle. Quand, dans une imagination débridée, la réalité se dissout dans le rêve, rien ne peut plus discipliner et soumettre. Et, remarquons-le, M. Jounet est pour la science comme il est pour la foi, puisque en étant « moderniste d'avant-garde », il professe aussi le spiritisme et l'occultisme. C'est un cas psychologique extrêmement intéressant pour qui veut étudier l'anarchie intellectuelle et morale présente. Notons-le, il dit : « le Vrai prime la science, le Vrai prime le Pape », — et voilà pourquoi la belle intelligence et le cœur ardent de M. Albert Jounet s'agiteront toujours dans le vide, né-

cessairement stériles, en dehors de l'Église et en dehors de la science, je dirai même en dehors de la vie sociale.

Ne nous y trompons point, en France, actuellement, il n'y a que deux disciplines possibles pour un cerveau qui se veut sain, pour une âme qui se veut forte, pour une énergie qui se veut efficace : le catholicisme traditionnel pour les croyants, le positivisme pour les sceptiques.

Quelques écrits, par ADHÉMAR SCHWITZGUÉBEL, 1 fr. 50 (Stock, éd., 155, rue Saint-Honoré). — Militant de l'Internationale, Schwitzguébel, ouvrier graveur, fut un des initiateurs du mouvement anarchiste et un des précurseurs du syndicalisme.

Les quelques écrits que ses amis ont rassemblés dans ce petit livre n'ont guère qu'une valeur documentaire. Ils serviront à l'histoire des idées sociales ouvrières.

Mais la personnalité qui s'en dégage intéresse vivement. Ame ardente, Schwitzguébel appartenait à la catégorie des prolétaires qui sont tout désignés pour être des chefs organisateurs, par leur vision claire, leur sens pratique, leur intelligence et leur haute conscience, et dont une société désorganisée ne sait faire que des agitateurs inutiles sinon nocifs.

Sociologie et fouriérisme, par JOLLIVET-CASTELOT, 3 fr. 50 c. (H. Daragon, éd., 98, rue Blanche). — Fourier est un des pères de la coopération. Il a, en outre, inauguré la critique de l'incohérence économique et, par là, attiré l'attention publique sur les problèmes sociaux.

C'est ce qui restera de lui. D'ailleurs, M. Charles Gide, dans un petit livre, a très bien mis en lumière tout ce que nous avons à retenir de l'œuvre de Charles Fourier.

M. Jollivet-Castelot semble s'être attaché plutôt à la partie utopique, au déchet. Sans doute, cela peut avoir un intérêt de curiosité ; mais ce n'est plus de la sociologie.

L'auteur a donc dépensé beaucoup de talent et de travail à résumer clairement l'énorme fatras d'idéologies hardies ou puérides, grotesques ou morbides de Fourier, dont Auguste Comte disait : « La plus méprisable des sectes éphémères que suscita l'anarchie moderne me paraît être celle qui voulut ériger l'inconstance en condition de bon-

heur, comme l'instabilité des occupations en moyen de perfectionnement. » Si je ne me trompe, M. Jollivet-Castelot se dit hylozoïste et il pratique l'alchimie : c'est une mauvaise préparation à traiter des questions sociales.

Les Autres, par CHARLES DULAIT (« Saint Catherine Press », Bruges). — Conte symbolique, où l'on veut montrer que, « pour avoir un moment soupçonné l'Idéal, les meilleurs seront dans le monde comme des étrangers ; ils dissiperont en folie leurs forces et leurs vertus ; et ils mourront de nostalgie au milieu des affres et des tortures, cependant que les autres, aisément satisfaits dans leurs vœux inférieurs, ne mourront que d'indigestion ».

Mais est-ce bien l'heure de cultiver les symboles ?

Le Théâtre contemporain, par J. BARBEY D'AUREVILLY, 3 fr. 50 (Stock, éd., 155, rue Saint-Honoré). — Un document sur la fin du Second Empire. Et c'est écrit comme ce paladin de lettres écrivait. Double intérêt. Barbey d'Aurevilly n'aimait pas le théâtre, semble-t-il, parce qu'il n'y eût admis que le meilleur de Shakespeare et de Molière.

« Je demande, dit-il, à propos du *Legs*, que Marivaux soit interdit à tous les théâtres. Une société fondée sur le suffrage universel ne peut rien comprendre à Marivaux. »

Le Pouvoir occulte contre la France, par COPIN-ALBAN-CELLI, 3 fr. 50 (*La Renaissance française*, Société d'éditions, 52, passage des Panoramas). — L'auteur passe pour être très renseigné sur la franc-maçonnerie, dont il a fait partie pendant huit ans. Son livre est pourtant peu documenté et peu précis. Sur ce qu'il importe de savoir, il ne nous apprend rien de nouveau et il s'étend trop, en se répétant même, sur ce qui est indifférent ou sur des conjectures plus que fragiles.

Son livre n'en est pas moins utile et parfois intéressant ; mais il eût gagné beaucoup à être réduit de moitié.

C'est une erreur fondamentale, je crois, de faire de la franc-maçonnerie un groupe continu. Elle n'a rien d'organique. Et ce qui le montre bien, ce sont ses brusques évolutions. C'est lui faire trop d'honneur que de lui attribuer une pensée directrice. Si elle dissout si bien, c'est

qu'elle est, dans un État parlementaire, un élément naturel de dissolution. « Actuellement, sur environ neuf cents sénateurs et députés dont se compose notre Parlement, il y en a plus de la moitié qui sont francs-maçons. » Il eût fallu aussi compter parmi les fonctionnaires. Mais qu'est-ce à dire, sinon que le parlementarisme, nécessairement impuissant, livre le pays à un syndicat d'exploitation ? Il se trouve que la franc-maçonnerie était désignée pour être ce syndicat. Sous un tel régime, cela pourrait être un autre groupement. Si la *Ligue de la Patrie française* avait triomphé aux élections, ç'aurait été elle ; demain, cela peut être *l'Action libérale*, ou toute autre entreprise électorale.

M. Copin-Albancelli nous dit que la puissance de la franc-maçonnerie ne repose pas sur : « 1° la valeur de ses membres ; 2° la valeur de ses chefs ; 3° la supériorité de son organisation ». C'est donc qu'elle repose sur la torpeur d'une société désorganisée et l'impuissance générale que détermine l'anarchie parlementaire.

Mais l'auteur, qui nous parle des sociétés maçonniques sataniques, en conclut qu'il y a un mystère, une cause mystérieuse, un but mystérieux. Et c'est, d'après lui, le pouvoir occulte qui domine toute notre histoire depuis un siècle.

Il nous promet un second volume pour nous démontrer que ce pouvoir occulte est détenu par Israël. C'est ce que nous verrons.

G. DEHERME.

Nous avons reçu :

Le Sport, éducateur social, par CH. DE SAINT-CYR. 1 franc (Édition de *l'Auto*, 10, faubourg Montmartre).

Une Ame de femme, roman, par M. REEPMACQUER. 3 fr. 50 (Stock, éditeur, 155, rue Saint-Honoré).

La Blessure, roman, par AIMÉ GRAFFIGNE. 3 fr. 50 (E. Sansot, éditeur, 7, rue de l'Eperon).

Le Triomphe des vaincus, roman, par HARLOR. 3 fr. 50 (Bibliothèque des réformes sociales, 7, rue de Lille).

L'Éternité dans l'homme, poésie, par FLORIAN-PARMENTIER (Gastein-Serge, éditeur, 17, rue Fontaine).

Poèmes algériens, par A. MARAVAL-BERTHOIN. 3 fr. 50
(Stock, éditeur, 155, rue Saint-Honoré).

La Trahison, drame en trois actes, par PAUL PIOT. 1 fr. 75
(Gastein-Serge, éditeur, 17, rue Fontaine).

SUR LA LANGUE INTERNATIONALE

MONSIEUR, CHEF CONFRÈRE,

Dans le dernier numéro de *la Coopération des Idées*, en faisant le compte rendu de la langue internationale pacifiste de M. de la Grasserie, vous voulez bien mentionner mon travail *la Langue bleue*.

Vous m'obligeriez en faisant part à vos lecteurs, par la publication de cette lettre, de mon adhésion à une autre méthode de langue internationale, qui, dorénavant, est le truchement officiel entre civilisés qui n'ont ni le temps ni les moyens d'apprendre les sept ou huit langues vivantes aujourd'hui nécessaires à l'intercompréhension !

La méthode pratique qui m'a fait abandonner tous mes travaux se nomme : *l'Ido*. Elle est l'œuvre de la Délégation pour l'adoption d'une langue auxiliaire internationale (abréviation : *Dali*). Après avoir travaillé sept années à la propagande du principe, après avoir reçu l'adhésion de plus de 300 sociétés diverses en tous pays et l'appui moral de 1.700 professeurs d'universités en tous points de l'univers, la *Dali* a réuni un Comité de philologues et de personnes compétentes. Après avoir examiné toutes les propositions, étudié tous les systèmes, entendu tous les auteurs, la *Dali* a décidé qu'aucun travail n'était assez parfait pour être adopté comme langue seconde officielle. Appréciant les efforts des espérantistes et considérant qu'un grand nombre de principes de l'œuvre géniale de Zamenhof étaient excellents, la *Dali* se résolut à créer l'organe neutre qui contiendrait tous les perfectionnements de diverses méthodes. Au cours de ses délibérations, ayant reçu un projet

anonyme signé Ido, le Comité de la *Dali* le prit comme base de la langue internationale auxiliaire.

L'auteur de cette ébauche n'était autre que M. de Beaufront, le président de la Société espérantiste de France, qui, après quinze années de travail pour l'*Espéranto*, en reconnut les imperfections et l'impraticabilité.

Les dictionnaires français-international ont paru chez Delagrave. Une revue, *Progreso*, est publiée depuis six mois. Ce sont là des faits que vos lecteurs doivent connaître.

Votre scepticisme avoué au sujet de l'avènement d'une langue seconde ne m'autorise pas à vous demander d'étudier à nouveau la question. Permettez-moi, néanmoins, de vous dire que les efforts consécutifs malheureux, nécessités par la solution d'un problème, n'impliquent pas l'inanité de ce problème, mais sembleraient indiquer, au contraire, qu'il y a là un progrès désirable pour l'ensemble de l'humanité, dont l'ardent désir est de... s'entendre !

Confraternellement vôtre.

LÉON BOLLACK.

Pour éviter tout retard, prière d'adresser ce qui concerne l'Administration et la Rédaction de la Revue à M. G. DEHERME, Directeur, à LA SEYNE (Var).

Le Directeur-Gérant : G. DEHERME.
